

PIERRE CERESOLE

EN ALLEMAGNE
ET
AUX INDES POUR LA PAIX

SERVICE CIVIL INTERNATIONAL
CHEZ LES RÉSERVISTES DU 246^{me} D'INFANTERIE A STUTTGART
MON PETIT-NEVEU CHEZ LE MINISTRE GÖRING
SERVICE AUX INDES

1934

SECRETARIAT DU SERVICE CIVIL INTERNATIONAL
LA CHAUX-DE-FONDS (SUISSE)

SERVICE CIVIL INTERNATIONAL

Historique

Il y a quatorze ans que, sur la suggestion initiale d'un Allemand, Walter Koch, le Service civil international organisa sa première campagne. C'était en France, à Esnes, près de Verdun, pour une aide à donner aux paysans désireux de reprendre leurs cultures. En novembre 1920, quelques paysans n'avaient pas d'autre abri encore que les sapes creusés dans la terre par les soldats.

Le groupe de ceux qui, à un titre quelconque — pour cinq mois ou pour quelques heures — mirent la main à ce travail, se composait de deux Hollandais, deux Suisses, deux Anglais, trois Allemands, deux Américains et un Hongrois.

Depuis ce premier travail, chaque année, à l'exception de 1922, 1923 et 1925, les campagnes du S. C. I. se sont poursuivies régulièrement tour à tour, en Suisse, au Liechtenstein, en France et en Angleterre, avec des effectifs annuels totaux variant de 60 à 710 volontaires.

On trouvera des indications détaillées sur ces services dans les rapports publiés successivement avec documents photographiques. (Imprimerie populaire (coop.) de Lausanne.)

Les derniers services, en 1932 et 1933, eurent lieu en Suisse et en Angleterre. La somme totale des effectifs annuels de 1920 à 1933 s'élève à 2200 volontaires.

But

Le but de ce service fut, dès le commencement, de mobiliser pour l'entraide entre les peuples et pour la paix les ressources matérielles et morales — don volontaire, dévouement et sacrifice — réservées jusqu'ici au service de chaque nation séparée et plus spécialement à la guerre ou à sa préparation.

Un service de ce genre, suffisamment développé, fournirait l'équivalent moral du service militaire. En se répandant dans le monde, en y créant un nouvel esprit, un nouvel idéal, il fonderait, en pratique et non en théorie seulement, la communauté vivante de tous les hommes et il établirait la sécurité des peuples sur une base plus solide que ne peut le faire la préparation militaire.

La Société des Nations et l'Union internationale de Secours

L'idée d'un service constructif international s'associe étroitement à celle d'une véritable Société des Nations. Le groupement privé du Service civil international n'a pu, jusqu'ici, adresser aucune demande ni aucune proposition à l'organisme de Genève auquel son règlement interdit d'accueillir des initiatives qui n'émanent pas de gouvernements membres de la S. d. N.

En principe, il y a un rapport évident entre le Service civil international défini plus haut et l'Union internationale de secours créée par

la S. d. N. par convention du 17 juillet 1927, entrée en vigueur en décembre 1932.

En fait, les deux organisations n'ont, jusqu'ici, aucune relation quelconque. L'existence de l'une est surtout pratique ; ses cadres administratifs existent à peine. L'autre n'a guère dépassé encore la formation de ce cadre. Une collaboration intime — une fusion complète même — serait désirable. Cette proposition pourrait venir aujourd'hui naturellement d'un Etat possédant le Service civil alternatif pour les hommes qui refusent de préparer la guerre, ou d'un pays comme l'Allemagne qui a depuis 1932-1933 organisé un service du même genre.

Les services volontaires du travail en Allemagne

Les travaux organisés par le Service civil international dès 1920 ont une ressemblance matérielle frappante avec les services du travail créés à la même époque, par certains pays comme la Bulgarie et le Pérou et plus récemment, en 1933, sur une vaste échelle, par le Gouvernement du Troisième Reich en Allemagne. Ce service allemand a surtout pour but d'arracher les jeunes chômeurs aux conséquences matérielles et morales désastreuses du chômage. Il constitue un palliatif de la crise économique intense qui sévit depuis quelques années. Il fut organisé sur une base exclusivement nationale et les adversaires de l'Allemagne l'ont accusée souvent de préparer ainsi la reconstitution, plus ou moins camouflée, du service militaire.

La collaboration entre les différents services

La S. d. N. comptait, sans doute, en créant l'Union internationale de secours, favoriser par l'entraide positive une entente entre les peuples, mais elle ne paraît pas avoir songé à développer cette Union en une véritable armée de la paix où les jeunes gens de divers pays apprendraient à se connaître, à connaître la population au milieu de laquelle et pour laquelle ils travaillent, tout en acquérant des habitudes de discipline, d'ordre et de dévouement que l'institution militaire pouvait leur donner. Elle n'a pas songé à offrir le Service et l'Aventure pour la Paix constructive comme l'équivalent moral du service militaire et pas davantage comme son équivalent politique. Elle n'a pas proposé pour remplacer les armements nationaux actuels de développer un service qui tarirait les sources mêmes de la méfiance et de la haine et assurerait à l'ensemble des nations une paix et une sécurité plus profonde et d'un autre ordre que celle demandée actuellement aux préparatifs militaires.

Les services du travail comme celui de l'Allemagne ont bien été reconnus et utilisés comme succédané de l'armée pour l'éducation des jeunes citoyens, mais il n'a pas été question de les développer internationalement et d'en faire un succédané, plus digne de notre civilisation et plus efficace, de la défense nationale militaire. Au contraire, comme nous l'avons dit, ceux qui préconisent ce service ont, en général, soin de proclamer qu'ils le veulent « uniquement sur le terrain national ».

Soit du côté de la Société des Nations, soit du côté des services du travail nationaux, on n'a pas su — ou pas voulu — voir jusqu'ici dans un service constructif international, un des moyens les plus sûrs, bien que lent et graduel, de s'acheminer au désarmement par voie profonde.

Chacun reconnaîtra que, même pour la défense des droits les plus essentiels et de la cause la plus sainte, il est criminel de préparer froidement la mise à mort d'un homme si l'on n'a pas épuisé préalablement tous les autres moyens.

C'est dans la violation de cette règle évidente que l'on peut voir la faute morale la plus grave et la plus funeste de la politique des armements généralement pratiquée par tous les peuples.

Notre espoir est que l'Union internationale de secours, les Etats organisateurs des services de travail nationaux et les Etats qui ont déjà créé le Service civil pour les objecteurs de conscience finiront par s'entendre pour créer graduellement, dans le sens indiqué plus haut, une armée de la paix réalisant complètement toutes les qualités qui lui permettraient de remplacer peu à peu dans leurs fonctions, éducatives et politiques, les armées actuelles.

Les Etats, même s'ils maintiennent leurs formations militaires, devraient admettre au moins que, sous certaines conditions, on incorporât régulièrement dans cette armée internationale de la paix ceux qui demandent à défendre leur nation — et toutes les nations — par ce nouveau moyen.

Beaucoup d'hommes admettent encore la nécessité — et la possibilité pour eux-mêmes — du service militaire et, malgré cela, soutiennent de tout leur effort le travail du Service civil international. C'est logique. L'honnête homme qui prépare une arme en déplorant sincèrement de devoir la préparer, montrera sa sincérité en faisant tout pour éviter que l'emploi de cette arme devienne jamais nécessaire. L'honnête militaire soutiendra donc de tout son effort ce qui peut diminuer les malentendus, la méfiance et la haine entre les hommes. C'est ainsi que le Département militaire suisse a régulièrement accordé le plus large et le plus intelligent appui aux campagnes du Service civil international.

Bien des hommes aujourd'hui sont obligés, en conscience, d'aller plus loin. Ils ne peuvent plus, sans trahison ni lâcheté, accepter la préparation militaire que l'Etat leur demande encore. Mais ils voient nettement tous les dangers et toutes les objections.

VISITE EN ALLEMAGNE

Nos responsabilités

En Suisse comme ailleurs, on reproche à Adolf Hitler et aux Japonais leur mauvaise volonté à l'égard de la Société des Nations.

1. On oublie que la Suisse la première, en 1920, refusa de soutenir franchement le principe nouveau. Elle déclara : « Je suis neutre, je garde mon armée pour me défendre, mais je ne l'emploierai en aucun cas pour défendre autrui ». Elle fit la première brèche.

2. Un colonel suisse, écrivant dans la *Gazette de Lausanne* du 16 février 1932, esquissait dans les termes suivants l'attitude que la Suisse devait prendre à la conférence du désarmement : « Ne pouvant courir aussi fort que les autres, nous devons appuyer de toutes nos forces toute mesure propre à ralentir leur allure sans ralentir la nôtre. En d'autres termes, nous devons chercher à enrayer dans les autres armées le déve-

loppement de tout ce qui manque le plus à la nôtre.» Si chacun pensait de même, la conférence du désarmement ne serait qu'une coûteuse comédie.

3. En février 1932, le chef de la délégation suisse à la conférence du désarmement, lui-même membre du Gouvernement suisse, déclarait à l'ouverture de la conférence :

« Un point fondamental est acquis. La trêve des armements votée l'année dernière est désormais définitive. La guerre chimique et bactériologique sortira de cette conférence définitivement proscrite. » (*Journal de Genève*, 17 février 1932.) Quatre mois plus tard, sans aucun fait nouveau, en plein travail de la conférence du désarmement, le Conseil fédéral proposait et les Chambres fédérales votaient un crédit de 1.350.000 fr. pour les masques contre les gaz — solennellement proscrits.

Si nous méditons ces exemples — qu'il serait facile de multiplier — et si nous ne refusons pas d'emblée, comme certain ministre, d'être « objectifs », nous verrons que nous sommes déjà fraternellement associés aux Japonais, au Gouvernement du Troisième Reich et apparemment à tous les autres gouvernements du monde par notre méfiance réelle, irréductible à l'égard de la Société des Nations et du nouvel idéal qu'elle représente.

La pire chose, dit-on, qui pourrait arriver à la Suisse, si elle négligeait ses armements, serait d'être conquise et annexée par le Gouvernement hitlérien, comme le pays de Vaud savoyard fut conquis et annexé par les Bernois au XVI^{me} siècle.

Un tel événement ne serait heureux pour personne ; mais ce ne serait pas le pire. La pire chose qui puisse nous arriver serait de rester tout simplement dans le mensonge profond et l'hypocrisie parfaite — parfaite parce qu'inconsciente — où nos préjugés nationaux nous maintiennent aujourd'hui.

On concevrait à la rigueur qu'on veuille défendre par tous les moyens une Suisse qui se distinguerait par sa foi, sa généreuse bonne volonté, son héroïsme à accepter les risques nécessaires pour l'ordre nouveau.

Mais cela même est contradictoire. Par les moyens politiques et militaires qu'elle envisage pour « se défendre », la Suisse, en réalité, « se suicide ». Si elle abandonne son idéal, elle n'existe déjà plus.

Départ

Vos canons et vos mitrailleuses ne me défendent pas. Ils me gênent. Ils m'étouffent. Ecartez-les, laissez-moi aller chez ces Allemands. Je suis parfaitement certain que je trouverai là des hommes, de braves gens, à peu près semblables aux nôtres — quand eux et les nôtres ne sont pas en proie au délire militaire.

J'ai réalisé ce projet le 16 novembre 1933, quatre jours après le plébiscite qui confirmait le Gouvernement du Troisième Reich. Je n'ai pas choisi cette date. Elle m'a été imposée et mon projet était arrêté longtemps avant le 12 novembre, mais j'étais heureux de passer en Allemagne au moment où ce régime que beaucoup considéraient comme particulièrement « redoutable » était en plein triomphe. Le 4 août 1918, pour une visite semblable, je n'avais pu arriver en Allemagne impériale qu'au moment où le déclin commençait.

Comme en 1918, je voulais éviter des explications aux douaniers, gendarmes et autres personnages officiels. J'ai passé la frontière à travers champs et forêts — ne rencontrant qu'une pie et un merle — directement de la grande route schaffhouseise Schleithem-Beggingen sur le village allemand de Grimmelhofen. Par hasard, je suis tombé sur la borne-frontière N° 488 au coin d'un bois. Un gentil lierre montait tout autour, en spirales, changeant de nationalité, tout le long de sa tige, deux fois à chaque tour.

Il y avait, tout près de la frontière, sur territoire badois, un crucifix au bord du chemin dans les champs et, en passant, je n'ai pu m'empêcher de penser : « O ! Christ ! quoi qu'on dise de cette Allemagne so-disant retournée à Thor et à Wotan, ton sacrifice n'a pas été vain. Si je suis simplement poli et, si possible, fraternel, je rencontrerai ici des gens à peu près aussi chrétiens que les gens de chez nous. Peut-être n'est-ce pas beaucoup dire, mais cela suffira pour qu'il ne m'arrive absolument rien. »

De Grimmelhofen, passant sous le viaduc où j'avais été arrêté par une sentinelle en 1918, j'ai rejoint le village de Fuetzen et son école. C'est là qu'il y a quinze ans, je passai deux nuits avec les soldats du poste de garde avant d'être évacué sur Constance.

Et là aussi, en 1918, il y avait un crucifix, fixé au haut d'une paroi et, rangés à ses pieds, dans le râtelier, les quarante fusils du poste : Christ-Wotan, moitié-moitié — ici comme ailleurs.

Dans le crépuscule, je m'en souviens maintenant, un soldat plus jeune racontait à de vieux landsturmiens la démolition d'une charge de cavalerie hindoue à laquelle il avait assisté, sur le front britannique, au commencement de la guerre.

Le 16 novembre 1934, personne ne m'a arrêté ni même regardé de travers. J'ai visité le maître d'école, Herr Hild, pour revoir le « Christ aux fusils ». Je lui ai expliqué ce que je voulais. Il a peu compris et sa femme encore moins. Un nazi en uniforme faisait manœuvrer les enfants de l'école primaire sur la place. Symptôme redoutable — peut-être — mais pas beaucoup plus que nos exercices du mercredi après midi au corps des cadets, à Lausanne. Nous avions tous des fusils à répétition. Ces enfants, pour le moment en tous cas, n'avaient aucune arme et leur instructeur ne portait aux côtés qu'un petit sabre-poignard qui, vu de près, ressemblait fort, pour le moment aussi, à un coupe-papier.

Partout sur les portes de grange, sur les murs des fermes et sur les parois de la salle d'attente à la gare de Fuetzen, on voyait les affiches laissées par le plébiscite du 12 novembre, et sur chacune d'elles les mots répétés, flamboyants, de « Paix », « Paix », alternant avec des portraits d'Adolf Hitler et de Hindenburg. « Camouflage », direz-vous. Peut-être. Mais il est intéressant que, pour faire marcher ce peuple, on ait dû camoufler toutes choses en forme de paix au lieu de lui dire : « Avec nous la revanche et la renaissance de la glorieuse armée allemande ».

Le 17 au matin, arrivée à Stuttgart. Je me dirige en droite ligne sur le quartier général du Parti national-socialiste à la Gœthestrass, mais ne put m'y faire recevoir que trois jours plus tard.

Les gens de Stuttgart — tous ceux que j'ai vus — bons et sympathiques, sont ralliés au régime. Je m'y attendais, mais j'étais persuadé que l'idée et l'espoir profonds qui les unissaient étaient de voir renaître la puissance militaire de l'Allemagne et la possibilité de la revanche.

J'en étais convaincu et maintenant j'ai vu que cette opinion était fautive. Il y a autre chose, plus complexe : la satisfaction profonde de retrouver un ordre qui, dans son ensemble et en gros répond mieux à l'instinct naturel de ce peuple. Un papier longtemps roulé sur lui-même aura, quand on le déroule de force, un air torturé. Lâchez-le : il revient, à toute vitesse, à sa forme antérieure, bien roulée. Joie de se sentir de nouveau commandé, encadré, « en ordre » ! Cela n'explique pas tout, mais cela suffit, en tout cas, pour faire comprendre le plaisir que le public prend à ces grands cortèges, en uniforme, sans armes — sujet d'étonnement et d'inquiétude de l'étranger. Certes on pourrait là-dessus greffer, avec la plus grande facilité, le plus parfait militarisme. Que cette greffe réussisse ou ne réussisse pas, cela dépendra largement de l'étranger et de l'atmosphère qu'il créera lui-même.

Certaines impressions infimes ne sont pas les moins importantes.

Une paysanne et ses deux enfants sont assis dans la petite salle d'attente de Fuetzen. Ils ont l'air fatigué. Leurs habits sont propres, mais la boue de leurs semelles montre qu'ils ont fait un long trajet dans les champs. On ne trouvera pas, sur toute la surface de la terre, de figures plus honnêtes et plus sympathiques, pas de regard plus sérieux et tendrement émouvant que celui dont ce petit garçon enveloppe sa maman. Les décisions de vie ou de mort devraient être prises à la lumière directe d'un tel regard et non sur les indications des papiers de chancelleries.

J'ai causé une demi-heure avec les chefs présents au Parteihaus. Le « Geschäftsführer » proprement dit, après m'avoir fait dire quatre fois qu'il me recevrait, est parti « pour plusieurs jours ». Je n'ai été ni pendu, ni arrêté, ni même blâmé d'avoir passé la frontière sans formalités, comme l'oiseau des bois.

J'ai trouvé le chef du service du travail de la région de Stuttgart à 17 heures à son bureau. Comme il avait encore un travail urgent à finir, il m'a prié de venir prendre le thé le soir même chez lui. Il est national-socialiste convaincu, pour les motifs les plus manifestement honorables. Restent toujours les choses que le plus respectable national-socialiste n'arrive pas à vous expliquer.

Impossible de détailler ici ces souvenirs. Je reproduis le sommaire des raisons de mon voyage en Allemagne, que j'ai remis en allemand au Parteihaus pour expliquer ma visite :

Pourquoi je suis en Allemagne

1. Pour apprendre de première main si les Allemands veulent réellement la paix ou si, comme on le dit parfois à l'étranger, ils veulent la guerre à tout prix, même s'ils pouvaient « conquérir le monde » d'une autre manière et à la satisfaction générale.

2. Parce que, suivant l'information des journaux, le livre « Gewalt und Gewaltlosigkeit » (Violence et non-violence), qui contient aussi un article de moi sur le Service civil, a été solennellement brûlé en Allemagne¹.

¹ J'ai apporté un exemplaire de cet ouvrage en Allemagne et l'ai présenté à ces messieurs du Parteihaus.

Je désirais me présenter personnellement pour donner et obtenir dans cette affaire tous les renseignements désirables et supporter les conséquences qu'on jugerait bon d'en tirer.

3. Parce que je me trouve d'une part « brûlé » dans l'article indiqué et, d'autre part, prié à quatre reprises par la Bibliothèque nationale allemande à Leipzig de lui envoyer nos rapports sur les Services civils internationaux de 1920 à 1933.

Je voudrais expédier ces rapports directement du territoire allemand.

4. Parce que le Service du travail en Allemagne me paraît une institution admirable, présentant de grandes possibilités, pouvant aller jusqu'à la conquête véritable du monde par l'Allemagne, à la satisfaction générale de tous les peuples et avec tous les avantages que l'on attend en général exclusivement de l'éducation militaire.

Je voudrais, si possible, m'entretenir de cette question avec le chef du gouvernement lui-même.

Chez les réservistes du 246^{me} d'infanterie

J'en viens à l'incident le plus frappant de mon court séjour en Allemagne et reproduis le récit que j'en ai fait dans une lettre écrite le lendemain de cette singulière rencontre :

Extrait de la lettre générale n° 5

Dimanche, 19 novembre 1933, 17 h. 30.
Gasthaus z. Falken.

« Chers amis,

» Hier soir, en vous envoyant ma dernière lettre (4), j'étais préoccupé du contact que je réussirais à prendre ou à ne pas prendre avec la « Regimentsfeier du R. I. R. 246 » (Réserve-Infanterie-Régiment 246).

» Le matin même, samedi, en sortant de l'hôtel pour aller au Parteihaus, j'avais remarqué qu'on transportait des paquets de drapeaux dans les corridors et escaliers de l'hôtel, et, au-dessus de la porte d'entrée, on montait un écriteau entouré d'une guirlande et portant l'inscription :

R. I. R. 246
IHR KAMERADEN
WILLKOMMEN

» Il s'agissait, explication prise, d'une première réunion intime des principaux organisateurs et amis de la fête, dont la partie officielle devait se dérouler le lendemain dimanche à la « Garnisonskirche » et à la grande brasserie « Wulle »... Il ne s'en trouvait pas moins que la crème du R. I. R. 246 se réunissait dans mon hôtel ! Comme ce n'était pas moi qui allais la chercher mais elle qui venait s'installer chez moi, il semblait que j'avais là une occasion, par excellence, de réaliser le contact intime et direct à l'endroit sensible et critique pour lequel je suis venu ici. Seulement comment aborder l'affaire ?

» En descendant, samedi soir, l'escalier pour aller souper, comme d'habitude, au « Gastzimmer » du rez-de-chaussée, je vois que la « Gesellschaftszimmer » du premier étage est déjà occupée par une vingtaine de nazis en uniformes bruns. L'un d'entre eux descend au rez-de-chaussée derrière moi. Il a une bonne tête de « Schwabe », tout ce qu'il y a de plus confortable, et je lui demande : « Est-ce au rez-de-

chaussée ou au premier que la réunion du 246^{me} a lieu ? » Il me répond cordialement (en me prenant peut-être pour un « 246^{me} ») : « C'est au rez-de-chaussée. Nous sommes au premier, en attendant seulement. La réunion commence à 8 heures. » Et, d'un trait, sans préméditation, je continue : « Dites-donc, je viens de Suisse, comme ami de la paix, j'aurais envie de dire quelques mots à vos camarades. Croyez-vous que ce soit possible ? » Et lui, avec la même entière cordialité : « Pourquoi pas ? Demandez donc au « Vorstand » qui est justement là. »

» Le « Vorstand » est en civil, trente-cinq ans au plus, plutôt mince et maigre, de figure assez pâle, aux traits plus fins que ceux de ses camarades, physionomie intelligente et plus sympathique encore que les autres... Pas la moindre morgue — pas un intellectuel, semble-t-il — rien du Herr Doktor suffisant ! C'est plutôt un « manuel » supérieur. Il me rappelle beaucoup le meilleur chef-monteur de chez Brown-Boveri du temps où j'y étais. Très gentiment et sérieusement il écoute ma demande et, sans exiger la moindre explication sur mes intentions, il répond simplement : « C'est bien, je vous avertirai le moment venu. »

» En attendant, le nombre des anciens « 246^{me} » augmente de plus en plus, la salle d'en bas est bondée et ils refluent dans celle d'en haut. Bonne et saine camaraderie. Quelques dames dans la compagnie. Ils commencent à chanter leurs chants populaires, par-ci par-là un chant de soldat. Rien d'agressif ne m'a frappé, rien de désagréable. Je me suis présenté comme Suisse à plusieurs. Ma présence n'a l'air de les gêner en rien. Pas trace de la fureur nationaliste militaire que j'attendais plus ou moins dans une « Regimentsfeier » sous le signe nazi. En somme, cette assemblée-là a quelque chose de tellement humain, bon enfant, bon camarade que l'idée d'interrompre de ma propre initiative son cours régulier et d'imposer les quelques remarques que j'aurais à faire sur l'atmosphère générale, la situation, ou mes buts particuliers me paraît absolument exclue et intérieurement interdite. J'y songe pourtant, en me disant que très certainement le « Vorstand », si sympathique, au milieu du brouhaha de cette fête de famille, aura oublié sa promesse ou jugé qu'il n'y avait vraiment pas moyen de la tenir.

» Je me résignais déjà à voir passer, sans autre, cette étrange et unique occasion, lorsque précisément il entre et, comme un bon sous-officier qui attendait tranquillement le moment exact, il me dit : « Voilà, » si vous voulez. Je pense que vous préférerez parler en bas ; il y a plus de monde ».

» Je réalise bien le sérieux et la difficulté du moment, mais il semble qu'il ait, lui aussi, sa consigne. Nous descendons et traversons d'un bout à l'autre la salle d'en bas, dans la fumée. Au moment de me donner la parole devant soixante à septante personnes, le président me dit encore : « Vous savez, n'est-ce pas, que vous parlez devant d'anciens soldats. — « Oui, et je le ferai avec autant de tact que possible. » Il agite sa sonnette : « J'ai le plaisir d'annoncer la présence parmi nous d'un » citoyen suisse qui désirerait dire ici quelques mots pour la paix ; je suis » heureux de vous présenter le D^r Ceresole et de lui donner la parole ».

» Non seulement l'assemblée ne proteste ni ne ricane ou ne s'étonne extérieurement, mais elle applaudit poliment !

» Ce que j'ai pu dire et vais reproduire plus bas était moins intéressant, je crois, que ce simple début. Si, par hasard, j'étais venu avec l'idée de faire une déclaration fulminante contre les « atrocités » et les

contradictions du régime, rien mieux que cette parfaite et naturelle bonne grâce à m'entendre ne pouvait me « désarmer » net.

» Je m'étais soigneusement muni de l'affiche électorale « Hitler et l'Armée de la Paix » décrochée à la gare de Fuetzen, pour le moment pliée en quatre sous mon bras, et je dis à peu près ceci :

« Mesdames et messieurs, chers camarades,

» Je remercie très cordialement votre président et vous-mêmes de l'autorisation que vous voulez bien me donner, comme Suisse et ami » de la paix, de vous adresser ici quelques mots.

» Rien de plus cordial et confortable que l'atmosphère de cette » réunion dans laquelle je me suis senti d'emblée parfaitement à mon » aise, bien que sur certains points mes opinions et mes sentiments ne » s'accordent pas avec les vôtres.

» Une chose m'a frappé en parcourant les rues de Stuttgart et déjà » le Pays allemand entre cette ville et la frontière suisse : c'est l'impor- » tance qu'on a donnée à l'appel à la paix dans la dernière campagne » électorale. J'ai bien lu : une paix avec droits égaux — une paix avec » honneur et chacun doit bien se rendre compte qu'il n'y a pas, à la » longue, de paix possible sur d'autres bases.

» Mais au risque de rompre l'heureuse « Stimmung » de cette soirée, » j'ai une autre remarque à faire. Dans une réunion de gens qui ont fait » la guerre, quelque chose, nécessairement, doit vous peser lourdement » sur le cœur : le souvenir d'événements horribles.

» Vous avez vu ces choses terribles — nous, Suisses, nous n'y étions » pas nous n'avons vu ça que de loin — nous avons fait ce que nous » avons pu pour diminuer cette misère. Je suis bien persuadé que pas » un seul d'entre vous ne consentirait à tuer un homme ou à verser » le sang s'il entrevoyait un moyen quelconque d'éviter cette action.

» Si, par hasard, quelqu'un d'entre vous se sentait, au contraire, » appelé à « exécuter », sans autre, un redoutable « internationaliste », » je lui proposerais de commencer par moi.

» Pardonnez ces détails personnels : Je suis Suisse — ma grand'mère » était Allemande — j'en suis fier ; un de mes neveux s'appelle Clive, » il est Anglais ; un autre s'appelle François, il est Français ; un troisième » s'appelle Leone, il est Italien — vous voyez... »

» A ce moment, un des gros bonnets du 246^{me} — sensible peut-être » à ce qui gâte la bonne atmosphère militaire — m'interrompt, sans » violence du reste, en disant : « Pour éviter les conflits, il suffirait de » prendre au sérieux la bonne volonté de notre chef Adolf Hitler ».

» Cette remarque m'a donné l'occasion de déplier l'affiche (repro- » duite ci-après) en continuant :

» Et c'est précisément là où j'en voulais venir. Voici une affiche, » que je me suis permis de voler à la gare de Fuetzen, tant elle me » paraissait excellente ! Elle représente Adolf Hitler la pelle à la main, » dominant un groupe du Service du travail, avec ces mots : « L'armée » du travail et de la paix répond au chef par un OUI ».

» Je n'aurais qu'une chose à ajouter : les jeunes gens représentés » dans ce groupe de travail sont, pour le moment, tous des Allemands. » Pour la paix future, je voudrais voir dans ce groupe mon neveu anglais, » mon neveu français, mon neveu italien. Bannissons, si vous le voulez, » le mot « international » qui vous agace par tout ce qu'il rappelle

» d'artificiel et de constructions sans racines et disons simplement qu'il
» faudrait appeler les jeunes de tous les pays à travailler les uns avec
» les autres, les uns pour les autres, dans une œuvre de paix constructive.

» C'est à un effort de ce genre que je suis attaché. Il s'agirait de
» le développer et je vous avoue ici un espoir assez audacieux : Je vou-
» drai pouvoir parler à votre chef lui-même des possibilités qui appa-
» raissent ici. Comme citoyen quelconque, il m'est difficile de l'aborder.
» Mais peut-être aurais-je quelque chance si je pouvais apporter à
» Adolf Hitler une recommandation du R. I. R. 246 !...

» En somme, camarades, c'est tout ce que j'ai à dire : aidez-nous
» dans cette œuvre de paix constructive !

» Et merci encore de m'avoir permis de parler ce soir au milieu
» de vous.»

» Le même personnage qui m'avait interrompu reprit d'une voix
tranchante : « Ces jeunes gens n'ont qu'à venir ; ils seront très bien reçus.
» Mais notre chef est un homme qui sait parfaitement bien les choses
» qu'il a à faire et nous n'avons rien à lui prescrire à ce sujet ».

» Le « Vorstand » m'a remercié d'avoir parlé ; il a résumé briève-
ment toutes les qualités du régime hitlérien et les injustices dont l'Alle-
magne a été et reste encore victime et il a terminé en disant : « Nous
» donnerons à M. le Dr Ceresole, s'il le désire, une lettre qu'il pourra
» remettre à ses propres concitoyens pour leur expliquer les intentions
» réelles de notre peuple qui, si elles étaient comprises et adoptées de
» même par les autres nations, suffiraient à assurer la paix dans le monde ».

» J'ai répliqué brièvement sans reprendre régulièrement la parole :
« Donnez-moi cette lettre et l'autre aussi... »

» L'essentiel, évidemment — pour moi d'abord, pour mon instruc-
tion et pour ce que j'aurai probablement encore à faire ici — c'est le
simple fait que j'aie pu parler, sans aucune espèce d'incident pénible,
dans un pareil milieu. Les réponses qui m'ont été faites et que je viens
de rapporter n'étaient pas données sur un ton désagréable, mais sur
celui d'une conviction réelle.»

La suite à Berlin

Il me reste maintenant à compléter ma mission.

Les déclarations du Gouvernement du Troisième Reich à l'occa-
sion du plébiscite du 12 novembre, concernant sa volonté de paix, sont
frappantes. Mais ce gouvernement ne peut s'étonner que l'étranger
n'accepte pas, sans autre, ces déclarations.

Il y a une contradiction manifeste entre elles et certains passages
du livre « Mein Kampf » de Adolf Hitler.

Il y a l'emprisonnement de tant de gens dont le seul crime fut
d'être pacifiste et d'appeler de tous leurs vœux l'organisation inter-
nationale de la paix. Des gens qu'on appelle « Landesverräter », à peu
près comme en Suisse, uniquement parce que leurs vœux sont cons-
tamment dirigés vers une organisation meilleure de l'humanité, seul moyen,
après tout, d'assurer définitivement aussi, le bonheur de leur propre peuple.

Il y a, en rapport plus ou moins direct avec ce qui précède, la
persécution antisémite dont la violence a dérouté les meilleurs amis
de l'Allemagne à l'étranger.

Mais nous savons que, suivant les plus anciennes traditions poli-



tiques, les gouvernements, même si leurs intentions sont bonnes au fond, ont rarement une attitude nette.

Le Gouvernement du Troisième Reich trouverait ici une occasion merveilleuse, s'il veut la paix, de le montrer avec éclat. Il a lui-même entrepris l'organisation d'un service du travail, pourquoi ne se prêterait-il pas à l'extension et au développement de ce service dans le sens international, avec les grandes perspectives que nous avons indiquées ?

Au dernier Service civil d'Angleterre, à Oakengates (Shropshire) un de nos camarades allemands, national-socialiste convaincu, nous disait : « Je ne vois pas, en somme, pourquoi on ne s'arrangerait pas avec le Service du travail allemand pour l'organisation d'un travail international aussi en Allemagne ».

En fait, le R. I. R. 246 en me laissant parler dans sa réunion du 18 novembre, m'a donné une introduction réelle auprès du chancelier.

J'adresse donc ici officiellement à Adolf Hitler une demande d'entretien personnel sur la possibilité de développer sur une base internationale l'organisation des services du travail introduits en Allemagne et étudiés maintenant dans plusieurs autres pays.

J'aurai à présenter plus loin une demande plus précise encore.

MON PETIT NEVEU CHEZ LE MINISTRE GOERING

Coïncidence

La prise de contact avec les autorités du Troisième Reich me paraissait difficile. Une circonstance singulière vint curieusement écarter les hésitations que, pour diverses raisons, je pouvais encore avoir.

J'ai mentionné par leurs noms dans l'assemblée des réservistes du 246^{me} mon neveu Clive, Anglais, mon neveu François, Français et mon neveu Leone, Italien.

J'ai, dans ce récit — rédigé quelques heures après cette assemblée — mentionné la réponse immédiate de l'un des assistants : « Ces jeunes gens n'ont qu'à venir, ils seront très bien reçus ».

Ni celui qui parlait ainsi, ni moi-même, ne pouvions prévoir que cette remarque se trouverait presque instantanément confirmée.

Mon petit-neveu Leone a neuf ans. Sa mère est plutôt craintive ; aussi toute la branche suisse de sa famille fut-elle stupéfaite d'apprendre dans les premiers jours de janvier 1934, que Leone avait été emmené « pour une visite à Berlin » par un monsieur allemand, connaissance de ses parents... On n'en savait pas davantage.

Pourquoi et comment cette visite à Berlin d'un enfant si jeune qui ne quitte jamais ses parents ?

Stupéfaction plus complète encore d'apprendre que la *National Zeitung* de Berlin du 19 janvier 1934 publiait la photographie dont on trouve ci-contre, à titre documentaire, une mauvaise reproduction¹, où

¹ La photographie est accompagnée du texte suivant :

Le camarade Goering a reçu un jeune ballila.

Mécredi après midi, le président du Conseil des ministres, camarade Goering, a reçu le fils d'un fonctionnaire supérieur italien, le jeune ballila Leone Ré.

Le président Goering lui fit cadeau de sa photographie qu'il signa, avec la dédicace : « A la jeune Italie, ses meilleurs vœux ».



l'on voit Leone reçu aimablement comme jeune ballila par le ministre Gœring. Une visite analogue eut lieu, dit-on, chez le chancelier Adolf Hitler lui-même.

Les parents du jeune Leone ignoraient tout de ma visite en Allemagne. Il n'y a aucun rapport extérieur quelconque entre ces deux événements. Le rapport intérieur en est d'autant plus saisissant.

Comment suis-je tombé pour parler de cet enfant au milieu des soldats rassemblés du R. I. R. 246 à Stuttgart ?

Et comment, en même temps, parmi les cent mille ballilas possibles, est-ce précisément Leone qui fut envoyé à Berlin ?

Interprétation

Au moment où je m'apprête à demander au Gouvernement allemand de consentir à une collaboration avec notre effort international pour une paix active et constructive, bien des gens ne me comprendront pas et même, pour des raisons diverses, me blâmeront.

Comment, diront les uns, c'est avec Adolf Hitler, celui qui a persécuté, exilé, tourmenté de tant de manières nos meilleurs amis pacifistes d'Allemagne, que vous voudriez collaborer ?

Comment, diront les autres, c'est avec Adolf Hitler, celui qui menace la démocratie dans le monde, celui qui oblige partout à augmenter les armements, qui oblige notre jeunesse à se préparer pour la guerre dans les casernes... c'est avec lui que vous voudriez travailler ?

Je réponds : « Vous voyez que ma propre famille, avec laquelle, malgré certaines divergences d'idées, j'ai gardé les rapports les plus affectueux, se trouve engagée elle-même de la manière la plus naturelle et la plus innocente du monde, dans cette collaboration ».

Si, comme on le prétend, le mouvement hitlérien est funeste au point qu'il faudrait, pour se protéger contre lui, canonner, mitrailler, empoisonner des millions d'hommes — la plupart entièrement innocents de toute action politique — que faudrait-il faire, alors, à ceux qui, sans y être absolument forcés — en partie suisses, anglais, hollandais, italiens, comme la famille de Leone — soutiennent ce régime ? Ils mériteraient dix fois la mort.

Pourtant, pas un instant, je ne songerais à faire du mal à ces membres de ma propre famille ; ni même à rompre les liens d'affection et de reconnaissance qui m'unissent à eux. Ce qui est vrai dans l'ordre privé ne doit pas l'être moins dans l'ordre public ou international. Impossible donc d'esquisser un geste meurtrier ou de céder à un sentiment de haine ou de méfiance à l'égard de ce troisième Reich, malgré la crainte qu'il inspire à plusieurs.

Par raison interne péremptoire, je sais que la double publicité — nationale-socialiste et fasciste — réalisée par cet enfant, n'est pas le crime que certains voudront y voir.

Tout cela, toutes ces choses dont certains s'indignent, c'est moi-même, « Tatwamasi », comme dit l'Hindou. La haine et la méfiance doivent tomber. Je ne puis m'irriter à mort contre une personne si je découvre qu'elle n'est autre que ma propre image renvoyée par un miroir.

Cet enfant nous engage à la collaboration.

Son introduction remplacera avantageusement auprès des autorités du Troisième Reich celle que je n'aurais pas pu obtenir, sans certaines difficultés, des personnalités politiques et diplomatiques suisses.

Cet enfant me permettra peut-être de poursuivre une tâche suisse entre toutes, celle du rapprochement et de la réconciliation des peuples par la collaboration et l'entraide.

Service des Indes et autres services

Je désire préciser encore le but de l'entrevue que je demande ici aux autorités allemandes :

1. Depuis longtemps, nos amis du Service civil, les Français et les Anglais spécialement, désirent qu'on organise en Allemagne un Service civil international analogue à ceux que nous avons exécutés en Angleterre, au Liechtenstein, en France et en Suisse pendant ces dernières années.

Nous demandons au Gouvernement allemand d'examiner la possibilité d'un tel service en Allemagne et de nous soutenir de son expérience et de son active collaboration pour les services que nous pourrions organiser ailleurs aussi. Deux campagnes sont déjà prévues pour cet été : l'une en Angleterre, l'autre en Suisse.

2. Un appel vient de nous parvenir pour un service important et difficile.

Il s'agirait de participer aux travaux de réparation et de reconstruction dans la région du Bihar, aux Indes, où une surface de 60,000 km² a été dévastée, le 15 janvier, par un tremblement de terre.

Pour ces travaux, l'entente entre le mouvement national indien et le Gouvernement britannique est complète. La collaboration complémentaire d'un nombre, même restreint, de volontaires de différentes nations ferait de ce travail une manifestation générale de bonne volonté et de paix, nécessaire aujourd'hui.

Si l'Allemagne pouvait nous aider pour les travaux indiqués — ne fût-ce que moralement — (les questions financières sont secondaires, elles se résoudreont alors facilement par dix moyens différents), il est certain que sa volonté de paix serait plus facilement et complètement reconnue qu'elle ne l'a été jusqu'ici.

Le Service de la Nation nous offre, certes, un idéal élevé et l'on doit reconnaître que les chefs actuels des Gouvernements italien et allemand, considérés par quelques-uns comme des ennemis de la paix, ont proclamé et défendu cet idéal avec une sincérité passionnée et une énergie remarquable.

Ces chefs et ceux des autres Etats ne permettront-ils pas que notre idéal de service s'élève aujourd'hui d'un degré et que, pour mieux servir notre pays, nous servions d'abord et avant tout la grande famille des Hommes ?

De 1914 à 1918, on a transporté pour l'Aventure de Guerre plus d'un million d'hommes de Nouvelle-Zélande, d'Australie, de Chine, des Etats-Unis et des Indes, aussi, en Europe. Serait-il fantastique de transporter aujourd'hui quelques centaines d'Européens aux Indes pour l'Aventure plus grande et plus noble de la Paix ?